



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-26 – du 28 novembre au 18 décembre 2017

- L'OCDE et la Banque d'Espagne maintiennent leurs prévisions de croissance pour 2017 mais reviennent légèrement à la baisse celles de 2018.
- Le gouvernement espagnol vend 7 % du capital de Bankia.

Indicateurs macro			Marchés financiers		
Croissance PIB (t/t)	+0,8 %	T3 2017		Cette semaine	Semaine précédente
Croissance PIB (g.a)	+3,1 %				
Indice de Production Industrielle (g.a)	+4,1 %	10/17	IBEX 35	10 244,1	10 053,5
Dette (% du PIB)	98,7 %	T3 2017	Rendement bon à 10 ans (%)	1,464	1,446
Déficit public (% du PIB)	-2,2 %	T2 2017	Prime de risque (pp)	1,050	1,094
Exportations (g.a)	+9,1 %	09/17	Emploi		
Importations (g.a)	+11,1 %	09/17	Taux de chômage (données cvs)	16,4 %	T3 2017
Inflation sous-jacente (g.a)	+0,8 %	11/17	Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	+160 300	T3 2017

Actualité Economique

MACROECONOMIE

L'OCDE revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour l'Espagne pour 2017 (+3,1 %, soit +0,3 p.p. par rapport aux prévisions de juin) et à la baisse celles pour 2018 (+2,3 %, soit -0,1 p.p.) (Cf. Tableau 1). L'organisme explique la décélération de 2018 par l'essoufflement de facteurs conjoncturels (réductions d'impôts, prix bas du pétrole et report d'achat). Il considère qu'une politique budgétaire neutre est nécessaire pour continuer à créer des emplois tout en assurant une diminution soutenue de la dette publique, toujours trop élevée. L'OCDE recommande pour l'Espagne des réformes structurelles qui encouragent l'investissement dans l'innovation et l'amélioration des compétences des travailleurs¹. Par ailleurs, le renforcement des bilans bancaires doit se poursuivre, le nombre de créances douteuses restant encore élevé malgré les progrès réalisés.

La Banque d'Espagne revoit à la baisse ses prévisions de croissance en 2018 (+2,4 %, soit -0,1 p.p. par rapport aux prévisions de septembre) et 2019 (+2,1 %, soit -0,1 p.p.) en raison de la situation en Catalogne (Cf. Tableau 2). L'impact de la crise catalane ne serait compensé qu'en partie par un scénario international plus favorable, où la vigueur des marchés exportateurs espagnols est revue à la hausse, notamment pour la zone euro. Quant à l'inflation, elle est revue à la hausse jusqu'en 2018 en raison de l'augmentation récente du prix du pétrole.

10 % des Espagnols les plus aisés concentrent 57 % de l'ensemble du patrimoine privé depuis les années 80, d'après le rapport 2018 sur les inégalités mondiales. Dans ce premier rapport publié le 14 décembre, des chercheurs en provenance du monde entier analysent les inégalités grandissantes de revenus et de patrimoine dans le monde depuis 1980.

MARCHE DU TRAVAIL ET POLITIQUES SOCIALES

L'OCDE alerte l'Espagne sur la viabilité de son système de retraite. Dans son panorama des retraites publié début décembre, l'OCDE montre que l'Espagne aura dans les prochaines décennies le second ratio de dépendance le plus élevé parmi les pays membres de l'organisation, derrière le Japon. En 2050, il y aura en effet 76 personnes de plus de 65 ans pour 100 actifs entre 20 et 65 ans, contre un ratio de 30 actuellement. « Le vieillissement de la population fait pression sur la viabilité financière des systèmes de pension et sur l'adéquation du revenu des retraités », note l'OCDE dans ses conclusions spécifiques pour l'Espagne.

En Espagne, les dépenses de protection sociale² rapportées au PIB sont inférieures à la moyenne européenne. Alors que

¹ Elle plaide ainsi pour la mise en place de politiques actives d'emploi et pour la réduction de l'écart entre les coûts de licenciement des contrats à durée indéterminée et déterminée.

² La protection sociale couvre toute intervention d'organismes publics et privés.



près du tiers du PIB de l'UE était consacré à la protection sociale en 2015 (29 %), les dépenses de protection sociale en Espagne s'élevaient à 24,7 % du PIB, un taux nettement inférieur à celui de la France (33,9 %), selon les dernières données publiées par Eurostat.

FINANCES PUBLIQUES

Le ratio de dette publique diminue au T3 2017 pour s'établir à 98,7 % du PIB. D'après les données de la Banque d'Espagne, le stock d'endettement des administrations publiques a très légèrement diminué ce trimestre (-0,15 % t/t) et s'élève à 1 136 Md €. La forte croissance enregistrée est à l'origine de la diminution de la dette rapportée au PIB (-1,1 p.p. par rapport au T2). Par strate administrative, l'Etat central, les communautés autonomes et les corporations locales ont contribué à son amélioration, alors que l'endettement de la Sécurité sociale a progressé (Cf. *Tableau 3*).

Le think tank FEDEA estime à 15 Md € le gain sur les intérêts pour les communautés autonomes espagnoles (CCAA) dont la dette a été financée de l'Etat. Selon les calculs du directeur du *think tank* M. de la Fuente, les mécanismes exceptionnels d'achat de dette régionale de la part de l'Etat ont dégagé pour les CCAA des économies en taux d'intérêt qui s'élèvent à 15 Md €³ au total sur la période 2012-2016 par rapport à un scénario où elles auraient dû recourir directement au financement des marchés.

Le ratio de recettes fiscales rapportées au PIB diminue légèrement en Espagne en 2016 (34,1 %, soit -0,4 p.p. par rapport à 2015). Il s'agit de la première baisse enregistrée depuis 2009, alors que le ratio augmente pour l'ensemble de la zone euro et s'établit à 41,3 % (+0,1 p.p.). L'Espagne recouvre moins d'impôts que le reste des pays de la zone euro pour toutes les catégories fiscales, mais l'écart se creuse pour l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales (Cf. *Tableau 4*).

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Banco Santander vend la filiale nord-américaine de Banco Popular pour 444 M €. Selon un communiqué transmis à la CNMV, Banco Santander est arrivé à un accord pour la vente de la totalité du capital de Totalbank, filiale de Banco Popular aux Etats-Unis, à l'entité bancaire chilienne Banco de Crédito e Inversiones (BCI) pour un montant s'élevant à 528 M USD soit 444 M €. L'opération permet de dégager une plus-value de 170 M € dans les comptes individuels de Banco Popular. Pour rappel Totalbank avait été acquise par Banco Popular en 2007 et ses actifs s'élevaient à 3,1 Md € en 2016.

Le gouvernement espagnol vend 7 % du capital de Bankia. L'Etat espagnol, à travers le FROB (fonds de restructuration bancaire espagnol), a mis en vente un paquet d'actions s'élevant à 7 % du capital de l'entité bancaire pour un total de 818,3 M €⁴ à des investisseurs qualifiés. Selon la CNMV, Norges Bank, fonds souverain norvégien, détient désormais 3,3 % du capital et devient ainsi le deuxième actionnaire de l'entité. Pour rappel, l'Etat espagnol a injecté 22,4 Md € de fonds publics dans l'entité bancaire en 2012 et a pu récupérer à ce jour 2,7 Md €⁵, soit 11,8 % du total.

SECTEUR IMMOBILIER

Les prix des logements augmentent de 6,7 % en glissement annuel au T3 2017 selon l'INE. D'après l'institut national des statistiques espagnol, il s'agit de la plus forte hausse enregistrée par l'indicateur espagnol depuis ces 10 dernières années (Cf. *Graphique 1*). Les plus fortes hausses enregistrées proviennent de Madrid (+12,3 %), de Catalogne (+10 %) et des îles Baléares (+9,1 %). Les prix des logements restent néanmoins bien inférieurs à ceux enregistrés en 2007 puisque l'indice des prix base 2015 s'élève à 112 au T3 2017 contre 152 au T3 2007 (son niveau le plus haut).

Responsable de la publication : Hervé Le Roy

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10
28004 Madrid

Rédigé par : Miguel García, Antony Rodrigues, Pierre Pérard

Abonnement : antony.rodrigues@dgtesor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

³ Les calculs du Ministère des Finances s'élèvent à 22 Md € durant la même période.

⁴ L'action a été vendue avec une décote de 2,7 % à 4,06 €.

⁵ 1,3 Md € d'une première vente effectuée en 2014, les 818 M € récupérés le 12 décembre 2017 et les 3 versements de dividendes qui s'élèvent à 532 M €.


Annexes
Tableau 1 – Prévisions économiques de l'OCDE

Taux de croissance annuelle, %	2017	2018	2019
PIB réel	3,1	2,3	2,1
Conso. Privée	2,6	2,0	1,7
Conso. Publique	1,0	0,8	0,7
FBCF	4,3	3,4	4,0
<i>Demande intérieure (*)</i>	2,6	2,1	2,0
Exportations	6,0	4,6	4,3
Importations	4,6	4,9	4,2
<i>Secteur extérieur (*)</i>	0,6	0,3	0,2
Inflation harmonisée (IPCH)	2,0	1,3	1,6
Taux de chômage	17,2	15,4	14
Solde courant (% du PIB)	1,6	1,6	1,6
Dette publique (% du PIB)	98,6	97,2	95,7
Déficit public (% du PIB)	-3,2	-2,4	-1,5

Source : Perspectives économiques de l'OCDE (Décembre 2017).

Tableau 2 – Prévisions économiques de la Banque d'Espagne

Taux de croissance interannuel, en %	Prévisions (décembre 2017)					Variation par rapport aux prévisions de septembre 2017		
	2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019
PIB	3,3	3,1	2,4	2,1	2,1	0,0	-0,1	-0,1
Consommation privée	3,0	2,4	1,9	1,4	1,4	0,0	-0,1	-0,1
Consommation publique	0,8	1,1	0,9	0,7	7,0	0,1	0,1	-0,1
Investissement (FBCF) :	3,3	5,0	4,0	3,7	3,7	0,7	-0,4	-0,3
dont biens d'équipement	4,9	5,9	4,4	3,7	3,8	0,5	-0,4	-0,9
dont construction	2,4	4,5	3,8	4,2	4,2	0,9	-0,9	-0,1
Exportation de biens et services	4,8	5,2	4,9	4,7	4,4	-1,2	0,3	0,2
Importation de biens et services	2,7	4,1	4,1	4,2	3,9	-0,9	0,0	0,0
Demande intérieure (1)	2,6	2,6	2,0	1,8	1,8	0,1	-0,2	-0,1
Secteur extérieur (1)	0,7	0,5	0,4	0,3	0,3	-0,1	0,1	0,0
Emploi (ETP)	3,0	2,9	2,3	1,7	1,6	0,2	0,1	-0,1
Taux de chômage	18,6	15,8	14,2	12,3	10,7	-0,5	-0,2	-0,6
Inflation (2)	-0,2	2,0	1,5	1,4	1,7	0,1	0,2	-0,2
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,5	-3,2	-2,5	-2,1	-1,8	0,0	0,1	0,0

(1) Contribution au PIB

(2) Variation de l'IPC en moyenne annuelle

Déficit en % du PIB

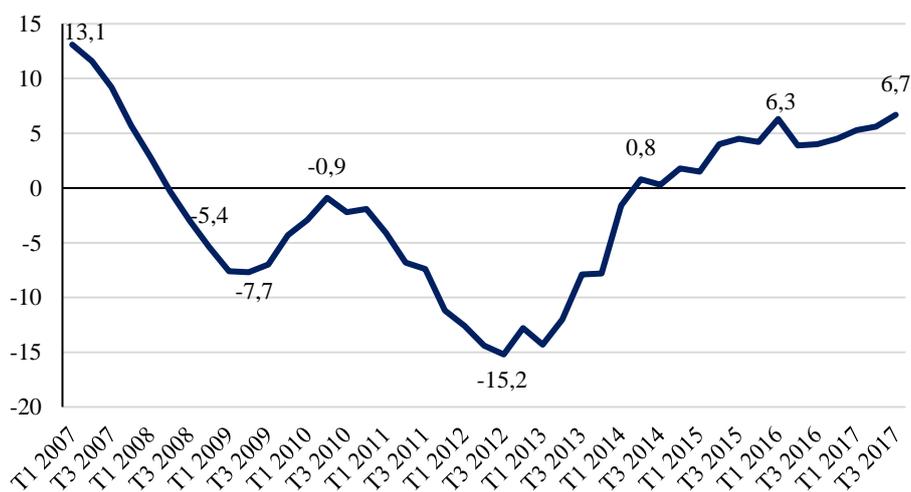
Source : Banque d'Espagne

Tableau 3 – Évolution trimestrielle de la dette des administrations publiques

	% PIB	Var. trim.
Etat central	70,4	-1,1
Communautés autonomes	24,7	-0,4
Corporations locales	2,7	-0,1
Sécurité sociale	0,9	+0,5
Total	98,7	-1,1

Source : Banque d'Espagne.

Graphique 1 – Variation des prix des logements en Espagne (%)



Source : INE

Tableau 4 – Structure des recettes par grande catégorie fiscale

	<i>Espagne</i>	<i>Zone euro</i>	<i>France</i>
Impôts sur la production et sur les exportations	11,8	13,2	16,1
<i>dont TVA</i>	6,4	6,8	6,9
Impôts sur le revenu, le patrimoine, etc.	9,9	12,6	12,5
<i>dont Impôts sur le revenu</i>	7,3	9,2	8,7
<i>dont Impôts sur les sociétés</i>	2,3	2,6	2,6
Cotisations sociales nettes	12,2	15,3	18,8
Recettes fiscales totales	34,1	41,3	47,6

Source : Eurostat.